

Curriculum vitae

Nadège JULLIAN
Agrégée des Facultés de droit
Professeur de droit privé
Nadege.jullian@ut-capitole.fr

DOMAINES DE RECHERCHE

- Droit des affaires : droit des sociétés civiles et commerciales, droit de l'entreprise individuelle
- Droit civil : droit des biens, droit patrimonial de la famille, régime général des obligations
- Droit fiscal : fiscalité du patrimoine

FONCTIONS

- Professeur de droit privé à l'Université Capitole (UT1), depuis sept. 2021
- Professeur de droit privé à l'Université Perpignan *Via Domitia* (UPVD), de sept. 2019 à août 2021
- Maître de conférences à l'Université Toulouse Capitole (UT1), de sept. 2017 à août 2019

DIPLOMES ET FORMATION

- Agrégée des facultés de droit – Section droit privé et sciences criminelles, concours 2018/2019
- Qualifiée aux fonctions de Maître de conférences – 2017
- Docteur en droit privé de l'Université Rennes 1 – thèse soutenue sur « La cession de patrimoine », 2016, sous la direction du Pr. R. Mortier
- Certificat d'aptitude à la profession d'avocats, École des avocats du Sud-Est – 2010
- Ancienne élève de l'École Normale Supérieure de Cachan, département Droit Economie Gestion, de 2004 à 2008
- Agrégée du secondaire d'Économie-Gestion, option A – 2007

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

- Depuis septembre 2021 à l'Université Toulouse 1 Capitole : L2, CM *Droit des affaires* ; L3 Juriste d'entreprise, CM *Biens de l'entreprise* ; L3, CM *Droit des sociétés* ; Lpro Métiers du Notariat, CM *Droit des sociétés* ; M2 DFA, CM *Biens de l'entreprise* ; Séminaires IEJ, *droit des affaires, droit fiscal et droit civil, entraînement aux grands oraux, préparation à l'épreuve de droit commercial de l'ENM.*
 - CM *Droit et fiscalité des sociétés immobilières*, à l'Université de Perpignan Via Domitia
 - Séminaire, *Les fondations d'actionnaires*, M2 Droit notarial, Université de Montpellier.
 - Semestrialité, *Droit des sociétés*, INFN, Paris
- 2019-2021 à l'Université Perpignan Via Domitia : L1, CM d'*Introduction au droit* ; IUT-L1, CM *Droit des obligations* ; L2, CM *Droit des biens* ; L3, CM *Droit fiscal* ; M1 droit de la promotion immobilière, *Droit et fiscalité des sociétés immobilières* (cours également dispensé à l'ESI) ; M1 Droit comparé, CM *droit comparé de la consommation*.

- 2017-2019 à l'Université Toulouse 1 Capitole : L0 programme Arte, CM *Initiation au droit* ; L1 Eco-Gestion, CM *Introduction au droit* ; L3 Juriste d'entreprise, CM *Fiscalité des structures* ; Lpro Métiers du Notariat, CM *Droit des sociétés* ; M1 CCA, CM *Fiscalité des restructurations* et CM *Gestion juridique de l'entreprise* ; M2 Cepil, CM *Competition Law* ; Séminaires IEJ *droit des obligations, droit des affaires et droit civil, entraînement aux grands oraux, préparation à l'épreuve de droit commercial de l'ENM*.

FONCTIONS ADMINISTRATIVES ET UNIVERSITAIRES

Responsabilités universitaires

- Membre élu du Conseil de facultés, Université Toulouse 1 Capitole, depuis 2022
- Membre élu du Conseil de facultés, Université Perpigna Via Domitia, de 2019-2021
- Assesseur Jeune Recherche, depuis 2022
- Membre d'un comité d'experts HCERES (évaluation en 2021 de l'« IRDAP », Université de Bordeaux).
- Membre de comité de sélection :
 - Membre local
 - LRU : Univ. Perpignan Via Domitia en 2021 (profil « droit privé : droit du travail et droit immobilier »)
 - Membre extérieur
 - MCF : Univ. Bourgogne en 2020 (IUT de Chalon-sur-Saône, profil « Droit privé général et droit de l'entreprise »)
 - MCF : Univ. Lyon III en 2022 (profil « Droit privé et sciences criminelles »)
 - PR : Univ. Bourgogne en 2022 (profil « Droit fiscal »)

Direction de formation

- Directrice du Master 2, mention « Droit des entreprises » (FOAD), UT1, depuis 2022.
- Directrice de la Préparation aux concours de l'ENM, UT1, de 2021 à 2022.
- Co-directrice du Master 2, mention « Droit des biens et de la promotion immobilière », UPVD, 2019-2021

ACTIVITES DE RECHERCHE

Direction de revues ou collections, responsabilité d'une chronique

- *Co-directrice de la revue Droit des sociétés (LexisNexis)* : depuis janvier 2021
- *Chronique Sociétés civiles et autres groupements, revue Droit des sociétés (LexisNexis)* : depuis janvier 2021
- *Chronique annuelle de fiscalité du patrimoine, revue Droit fiscal – numéro annuel L'année fiscale* : depuis janvier 2021 (avec Me L. Guilmois, Me J.-Fr. Desbuquois et R. Mortier)

Membre de la Fédération Nationale de Droit du Patrimoine

Direction de thèses

- M. Maldonado Ruiz, « La perte de la qualité d'associé », thèse en cours, financée par l'obtention d'un contrat doctoral.
- A. Coulibali, « L'héritier de l'associé, étude en droits français et malien », thèse en cours.

Participation à des jurys de thèse :

- Stanislas Barry, « Le droit du bénéficiaire d'avant-contrat », sous la direction de J. Théron, Université Toulouse Capitole, 2019. *Jury : M. Mekki, G. Chantepie, S. Tisseyre, J. Théron et N. Jullian*
- Mohamed Sadek, « La sécurisation des marchés financiers », sous la direction de H. Kenfack, Université Toulouse Capitole, 2019. *Jury : G. Ngoumtsa Anou, C. Ginestet, H. Kenfack et N. Jullian*
- David Lovato, « La prudence et le droit », sous la direction de S. Neuville, Université Toulouse Capitole, 2020. *Jury : Ch. Jamin, N. Molfessis, B. Beignier, C. Puigelier, S. Neuville et N. Jullian*
- Christine Treppe Carabin, « L'adaptation du droit des entreprises en difficulté aux très petites entreprises », sous la direction de Fr. Leclerc, Université des Antilles, 2020. *Jury : J. Amiel-Donat, M.-H. Monsérié-Bon, G. Virassamy, Fr. Leclerc et N. Jullian*
- G. Mage, « La transmission des engagements personnels », sous la direction de R. Raffray et H. Causse, 2022. *Jury : D. Mainguy, G. Wicker, A.-Bl. Caire, R. Raffray, H. Causse et N. Jullian*

Participation à des jurys d'HDR :

- Didier Takafo Kenfack, « La protection des intérêts des parties dans l'entreprise », Université Grenoble Alpes, 2022. *Garant : G. Ngoumtsa Anou. Jury : J.-M. Bruguière, B. Saintourens, S. Kuate Tameche et N. Jullian*

Participation à des jurys de concours

- Membre du jury du prix de thèse Openlaw, de 2020 à 2021
- Membre du jury du prix de thèse de l'ENM, de 2019 à 2021
- Membre du jury du concours d'accès à l'École Normale Supérieure de Rennes, D1, de 2017 à 2021
- Membre du jury du concours d'aptitude et de classement de l'École Nationale de la Magistrature
 - Depuis 2020 : correctrice des jugements civils
 - Depuis 2021 : membre du jury et correctrice des jugements civils

Direction de revue ou collections, responsabilité d'une chronique

- ***Chronique Sociétés civiles, revue Droit des sociétés (LexisNexis)*** : depuis janvier 2021 : *liste des publications en annexe*
- ***Chronique annuelle de fiscalité personnelle, avec Me Guilmois, Me Desbuquois et R. Mortier, revue de Droit fiscal (Lexisnexis)*** : depuis janvier 2021 : *liste des publications en annexe*
- ***Co-directrice revue Droit des sociétés (LexisNexis)*** : de janvier 2021 à auj.

Organisation de colloques, conférences et journées d'études

- Colloque « Les structures unipersonnelles », sous la direction scientifique des Pr. Tisseyre, De Bissy et Jullian, Université Toulouse 1 Capitole, mars 2020.

Ouvrages

- *La cession de patrimoine*, préf. R. Mortier, vol. 174, coll. Nouvelle bibliothèque de thèses, Dalloz, 2018.
- *Les structures individuelles*, ouvrage sous la direction de N. Jullian, S. Tisseyre et A. de Bissy, Presse universitaire de Toulouse 1 Capitole, 2021.

Fascicules

- **J.-Cl. Ingénierie du patrimoine Lexis 360**
 1. Usufruit de droits sociaux, n° 930, 2020, actualisé avec Mme le Pr. Guégan.
 2. Usufruit de droits sociaux – Droits et obligations, n° 931, 2020, actualisé avec Mme le Pr. Guégan.
 3. Usufruit de droits sociaux – Droits spéciaux, n° 933, 2020, actualisé avec Mme le Pr. Guégan.
- **Répertoire Droit des sociétés Dalloz**
 1. Transformation des sociétés, 2021, avec Mme le Pr. Tisseyre
 2. Nullités des sociétés, 2021, avec Mme le Pr. Tisseyre

Articles

1. « Le sort de la garantie de passif en cas de revente des droits sociaux par l'acquéreur », *Droit des sociétés*, Étude n° 15, n° 11, 2018.
2. « L'agrément des associés », in Dossier : La SAS, avec Mme le Pr. S. Schiller, *Actes pratiques et Ingénierie sociétair*e mars-avril 2020, n° 170, p. 16.
3. « Les vertus de l'accès à la transmission universelle pour l'entrepreneur individuel », in Mélanges en l'honneur de C. Saint-Alary-Houin, LGDJ, 2020, p. 279
4. « Les pouvoirs de l'associé unique », in *Les structures individuelles*, ouvrage sous la direction de N. Jullian, S. Tisseyre et A. de Bissy, Presse universitaire de Toulouse 1 Capitole, 2021, p. 175.
5. « Usufruit de droits sociaux : de nouvelles possibilités », *Revue fiscale du patrimoine*, avril 2021, comm. 6.
6. Dossier : Les conventions intragroupe, *Actes pratiques et ingénierie sociéta*ires, sept. 2021 :
 - Conventions d'optimisation de la trésorerie (p. 18-22)
 - Conventions de prêts intragroupe
 - Conventions de centralisation de trésorerie
 - Risques juridiques de ces conventions
 - Incidences fiscales
 - Autres dispositifs d'optimisation des flux intragroupe (p. 23-24)
 - Organisation de transfert financier par le recours à la location-gérance et le transfert de clients
7. « Brèves remarques sur le droit de retrait dans les sociétés civiles particulières », contribution dans les mélanges en l'honneur du Pr. Martin-Serf, *à paraître*
8. « Les structures sociétaires éthiques », ouvrage collectif *à paraître*.
9. « La transmission du patrimoine de l'entrepreneur, de nouvelles opérations au service des entrepreneurs individuels », *JCP E* 2022, n°13, 31 mars 2022, étude 1137.

Chroniques

- **Chronique bi-annuelle de droit des sociétés, au sein de l'équipe du GROG du Centre de droit des affaires de l'Université Toulouse 1 Capitole, *RJCom* depuis 2018 :** Cass. Com., 27 sept. 2017, n° 16-19.394 ; Cass. Com., 28 novembre 2018, n° 16-28.358 ; « Commentaire de la loi PACTE n° 2019-466 du 22 mai 2019 et de la loi SOILIH n° 2019-744 du 19 juillet 2019 » (Élargissement des régimes de fusion simplifiés – loi de simplification art. 6, 32, 33 ; Assouplissement des conditions pour fusionner les sociétés par actions – loi Pacte art. 101 et 102 ; Encadrement des offres au public d'actifs numériques – loi Pacte art. 82, 85, 86, 87 et 217 ; Assouplissement des conditions d'octroi des avances en comptes courants – loi Pacte art. 76 ; Possibilité d'annuler les décisions collectives de SARL prises en violation des règles de quorum et de majorité – Loi de simplification art. 12) ; Cass. Com. 24 juin 2020 n° 18-11.958 ; Cass. Com. 18 mars 2020, n° 18-17.010 ; Cass. Com. 10 juin 2020, n° 18-15.614 ; Cass. Com. 11 mars 2020, n° 18-10.064 ; Cass. Com. 23 sept. 2020, n° 19-13.378 ; Cass. Com. 7 oct. 2020, n° 19-14.755 ; Cass. Crim. 25 nov. 2020, n° 18-86.955 ; Cass. 3^{ème} Civ. 26 nov. 2020, n° 19-17.824 ; Cass. Crim. 13 avril 2022, n° 21-80.653.
- **Chronique annuelle de fiscalité personnelle, avec M. le Pr. R. Mortier, Me J.-Fr. Desbuquois et Me L. Guilmois, au sein de la Revue de Droit fiscal, Lexisnexis, depuis mars 2021.**
 1. « Abus de droit : peut-on abuser de la doctrine administrative » (CE ass. 28 oct. 2020, n° 428048), 11 mars 2021, Revue droit fiscal n° L'année fiscale
 2. « Plus-values immobilières : précisions concernant l'abattement pour durée de détention » (CE 8^e et 3^e ch, 9 sept. 2020, n° 436712), 11 mars 2021, Revue droit fiscal n° L'année fiscale
 3. « Déductibilité des droits de mutation à titre gratuit d'entreprises individuelles pour le calcul du résultat imposable » (Rép. Min. n° 28659 ; JOAN 3 nov. 2020, p. 7762), 11 mars 2021, Revue droit fiscal n° L'année fiscale
 4. « Plus-values immobilières : abattement forfaitaire de l'article 150 VF III du CGI » (CE 26 janv. 2021, n° 429576), 25 mars 2022, Revue droit fiscal n° L'année fiscale
 5. « Management package » (CE 13 juillet 2021, n° 428506, n° 435452 et n° 437498), 25 mars 2022, Revue droit fiscal n° L'année fiscale
- **Chronique mensuelle – Droit des sociétés civiles et autres groupements, revue Droit des sociétés, Lexisnexis, depuis janv. 2021**

Repères : « Le déconfinement de la fusion », *Dr. Sociétés* févr. 2021, n°2, p.1 ; « Vers une généralisation des apports de patrimoine à titre universel ? », *Dr. sociétés* janv. 2022, n°1, p.1, À noter : « L'intention de s'associer, obstacle au sauvetage des intérêts financiers d'une concubine », *Dr. Sociétés* 2021 août-sept., n° 7-8, 103 (Cass. 1^{ère} Civ., 12 mai 2021, n° 19-10.667) ; « L'absence d'obligation de mentionner le vote de chaque associé dans le procès-verbal », *Dr. Sociétés* 2021 août-sept., n° 7-8, 104 (Cass. 3^{ème} Civ., 12 mai 2021, n° 19-21.725)

Commentaires :

 1. « Irrecevabilité de la tierce opposition de l'associé d'une société civile fondée sur un moyen non propre », *Dr. Sociétés* 2021, n° 1, comm. 4 (Cass. 3^{ème} Civ., 23 sept. 2020, n° 19-16.643)
 2. « Exigence de vaines poursuites à l'encontre du GAEC avant tout recours contre les associés », *Dr. Sociétés* janv. 2021, n° 1, comm. 5 (Cass. Com., 30 sept. 2020, n° 18-26.044 et 18-26.113)

3. « Clause d'objet social et pouvoir du gérant d'une SCI », *Dr. Sociétés* févr. 2021, n°2, comm. 19 (Cass. 3^{ème} civ., 5 nov. 2020, n° 19-21.214)
4. « Retard de paiement : application du Code de commerce à une société civile », *Dr. Sociétés* févr. 2021, n°2, comm. 20 (Cass. Com., 21 oct. 2020, n° 18-25.749)
5. « Le sort de la convention de mise à disposition en cas de décès de l'associé preneur d'une SCEA », *Dr. sociétés* mars 2021, n° 3, comm. 34 (Cass. 3^{ème} civ., 22 oct. 2020, n° 18-20.127)
 - Publiée également au *JCP N* 4 juin 2021, n° 22, comm. 1204.
6. « Précisions autour de l'exclusion pour atteinte aux règles de fonctionnement dans une SELARL », *Dr. sociétés* mars 2021, n° 3, comm. 35 (Cass. Com., 30 sept. 2020, n° 18-24.947)
7. « Sûreté réelle pour autrui et SCI ou le droit de se libérer de son engagement », *Dr. sociétés* avril 2021, n° 4, comm. 47 (Cass. Com., 6 janv. 2021, n° 19-15.299)
8. « De la société coopérative à la société en participation ou les conséquences du défaut d'immatriculation d'une société constituée avant le 1^{er} juillet 1978 », *Dr. sociétés* avril 2021, n° 4, comm. 48 (Cass. 1^{ère} Civ., 6 janv. 2021, 2 esp. n° 19-11.949 et n° 19-18.948).
9. « L'absence de capital social, un obstacle au recours à l'expert de l'article 1843-4 du Code civil », *Dr. sociétés* mai 2021, n° 5, comm. 59 (Cass. 1^{ère} Civ., 17 févr. 2021, n° 19-22.964)
10. « La sanction de la violation d'une clause statutaire relative au droit de vote de l'usufruitier », *Dr. sociétés* mai 2021, n° 5, comm. 60 (Cass. Com. 13 janv. 2021, n° 19-13.399)
11. « Cession de droits dans une société en participation », *Dr. Sociétés* juin 2021, n° 6, comm. 75 (Cass. 3^{ème} Civ., 21 janv. 2021, n° 19-23.122)
12. « Stratégie d'apport-donation : un assouplissement des conditions de l'action paulienne », *Dr. Sociétés* juin 2021, n° 6, comm. 76 (Cass. Com., 24 mars 2021, n° 19-20.033)
13. « Obligation aux dettes sociales : incertitude autour de la notion de tiers à la suite d'une dissolution-confusion », *Dr. Sociétés* juillet 2021, n° 7, comm. 89 (Cass. 3^{ème} civ., 4 mars 2021, n° 19-11.255)
14. « Dissolution pour survenance du terme et retrait de l'associé : diverses tentatives d'évasion d'un groupement forestier », *Dr. Sociétés* juillet 2021, n° 7, comm. 90 (CA Reims, ch. civ., 17^{ème}, 26 février 2021, n° 19/02510)
15. « L'absence d'effet libératoire du quitus donné par les associés au gérant », *Dr. Sociétés* août-sept. 2021, n° 8-9, comm. 102 (Cass. 3^{ème} Civ., 27 mai 2021, n° 19-16.716)
16. « L'abandon d'une répartition égalitaire des bénéfices et abus de majorité », *Dr. Sociétés* oct. 2021, n° 10, comm. 119 (Cass. 1^{ère} Civ., 19 mai 2021, n° 18-18.896)
17. « Confirmation de l'existence d'un intérêt à agir du retenant d'une SCP en nullité des décisions sociales », *Dr. Sociétés* oct. 2021, n° 10, comm. 120 (Cass. Com. 7 juill. 2021, n° 19-20.673).
18. « Refus d'annulation d'une assemblée générale d'association : le respect des statuts n'est pas une fin en soi », *Dr. Sociétés* nov. 2021, n° 11, comm. 133 (Cass. 1^{ère} Civ., 16 juin 2021, n° 19-22.175).
19. « Cause et effets d'une dissolution unilatérale d'une société en participation », *Dr. Sociétés* déc. 2021, n° 12, comm. 145 (Cass. Com., 14 avr. 2021, n° 19-12.808).
20. « Utilité de la distinction entre société en participation et société créée de fait en matière de bail rural », *Dr. Sociétés* déc. 2021, n° 12, comm. 146 (Cass. 3^{ème} Civ., 17 juin 2021, n° 19-16.640).

21. « Affirmation de l'autonomie du droit à la désignation du mandataire ad hoc et rappel des exigences élémentaires en matière de remboursement de comptes courants d'associés », *Dr. Sociétés* janv. 2022, n° 1, comm. 2 (Cass. Com., 22 sept. 2021, n° 19-24.968).
22. « L'absence de paralysie du fonctionnement sociétaire, un obstacle à la dissolution de la SCI », *Dr. Sociétés* févr. 2022, n° 2, comm. 15 (Cass. 3^{ème} Civ., 17 nov. 2021, n° 19-13.255).
23. « Éligibilité de l'associé d'une société civile ou d'un membre d'un GAEC à la procédure de surendettement des particuliers », *Dr. Sociétés* mars 2022, n° 3, comm. 28 (Cass. 2^{ème} Civ., 16 déc. 2021, n°20-16.485 et n° 20-18.344).
24. « Précisions autour de l'exigence d'unanimité de l'article 1852 du code civil », *Dr. Sociétés* mars 2022, n° 3, comm. 29 (Cass. 3^{ème} Civ., 5 janv. 2022, n°20-17.428).
25. « Précisions quant au point de départ de la prescription de l'obligation de l'associé au paiement des dettes de la société civiles », *Dr. Sociétés* avril 2022, n° 4, comm. 41 (Cass. 3^{ème} Civ. 19 janv. 2022, n° 20-22.205).
26. « Le retrait d'un associé de SCP n'est pas soumis à la présentation d'un cessionnaire », *Dr. Sociétés* mai 2022, n° 5, comm. 51 (Cass. 1^{ère} Civ. 16 févr. 2022, n° 19-21.504).
27. « Limites à la possibilité de revenir sur une décision d'une assemblée d'associé par une autre assemblée », *Dr. Sociétés* juin 2022, n° 6, comm. 65 (Cass. 3^{ème} Civ., 6 avr. 2022, n° 20-21.861)

Autres notes et commentaires

Les notes rédigées dans le cadre des chroniques ne sont pas mentionnées ici (v. ci-dessus, rubrique Chroniques).

1. « L'action du liquidateur judiciaire contre les associés en nom en contribution aux pertes sociales », *Petites affiches*, 25 janv. 2017, n° 18, p. 15 (Cass. Com., 27 sept. 2016, n° 15-13.348)
2. « La conformité à l'intérêt social de la sûreté accordée par une société civile », *JCP E*, 2 mars 2017, n° 9, 1111 (Cass. Com., 2 nov. 2016, n° 16-10.363)
3. « Plus-values sur cession de titres : le nu-proprétaire admis à déduire les frais et taxes supportés par l'usufruitier », *Revue fiscale du patrimoine*, sept. 2017, n° 9, 12, avec M. le Pr R. Mortier (CE 3^e et 8^e ch. réunies, 11 mai 2017, n° 402479)
4. « Droit de poursuite des créanciers hypothécaires des ex-époux à la suite de l'ouverture d'une procédure collective postérieure au divorce », *Gazette du Palais*, 2018, n° 39, p. 52 (Cass. Civ. 1^{ère}, 24 mai 2018, n° 16-26.378)
5. « Appréciation de l'existence d'une jouissance exclusive par l'un des tontiniers », *Gazette du Palais*, 2019, n° 13, p. 76 (Cass. Civ. 1^{ère}, 3 oct. 2018, n° 17-26.020)
6. « La recherche d'un juste équilibre entre les droits du nu-proprétaire et de l'usufruitier », *Gazette du Palais*, 2019, n° 28, p. 76 (Cass. Civ. 1^{ère}, 6 mars 2019, n° 18-11.640 et 18-11.936)
7. « L'exigence de contiguïté des fonds concernant la demande d'élargissement de l'article 673 du Code civil », *Gazette du Palais*, 2019, n° 41, p. 74 (Cass. Civ. 3^{ème}, 20 juin 2019, n° 18-12.278)
8. « Conséquence fiscale d'une renonciation à l'usufruit chez le nu-proprétaire », Focus, *Revue fiscale du patrimoine*, nov. 2019, n° 11 (CE 14 oct. 2019, n° 417095)
9. « Le traitement fiscal chez le nu-proprétaire d'une renonciation à usufruit », *Revue fiscale du patrimoine*, déc. 2019, n° 12 (CE 14 oct. 2019, n° 417095)
10. « Certitudes et incertitude sur le défaut d'agrément du cessionnaire de parts sociales d'une société civile », *Revue des sociétés*, 2020, n° 3, p. 175 (Cass. Com. 16 oct. 2019, n° 17-18.494)
11. « Conséquences de l'inopposabilité au liquidateur judiciaire d'une renonciation à succession », *Gazette du Palais*, 2020, n° 13, p. 73 (Cass. 1^{ère} civ. 22 janv. 2020, n° 19-12.492)
12. « Absence de sanction de la signification tardive de l'intention d'aliéner des autres indivisaires », *Gazette du Palais*, 2020, n° 13, p. 83 (Cass. 1^{ère} civ. 20 nov. 2019, n° 18-23.762)

13. « L'indifférence de l'introduction de la demande d'exécution avant l'extinction de l'action sur le caractère perpétuel de l'exception », *Revue Lexbase affaires*, 5 mai 2020, N3192BYU (Cass. Com. 18 mars 2020, n° 18-16.099)
14. « L'admission par la CJUE de la possibilité pour les créanciers d'une société scindée de recourir à l'action paulienne », *D.* 2020, p. 1164 (CJUE 30 janv. 2020, n° C-394/18)
15. « Pas d'indemnité d'occupation pour l'indivisaire-locataire », *D.* 2020, p. 1216 (Cass. 1^{ère} civ. 18 mars 2020, n° 19-11.206)
16. « Le mandat apparent de l'associé : une bienveillance remarquée », *Revue Lexbase affaires*, 28 mai 2020, N3431BYQ (Cass. 3^{ème} civ. 19 mars 2020, n° 19-11.771)
17. « Principe et limites du pouvoir de gestion du co-gérant de société civile », *Revue des sociétés*, 2020 n° 9, p. 492 (Cass. Civ. 3^{ème}, 16 janv. 2010, n° 18-21.394)
18. « L'adage *Volenti non fit injuria* et le devoir de loyauté du dirigeant », *JCPE* n° 45, 5 nov. 2020, p. 17 (Cass. Com. 18 mars 2020, n° 18-17.010)
19. « L'étrange exigence d'un justificatif d'objet social en présence d'une SARL », *Revue des sociétés*, 2020, n° 11, p. 621 (Cass. Com. 24 juin 2020, n° 18-11.958)
20. « Les dividendes, des fruits pas comme les autres », *D.* 2021, p. 122 (Cass. 1^{ère} civ., 2 sept. 2020, n° 19-14.604)
21. « L'étonnante exclusion des biens immeubles par destination de la notion d'immeuble en matière de droit d'enregistrement » *D.* 2021, p. 947 (Cass. Com., 2 déc. 2020, n° 18-25.559)
22. « Théorie du mandat apparent et cession de contrôle : une rigueur justifiée », *Rev. Sociétés* juin 2021, p. 363 (Cass. Com., 2 déc. 2020, n° 18-22.742)
23. « Illustration d'une mésentente aboutissant à la dissolution d'une société », *Rev. Sociétés* oct. 2021, p. 570 (Cass. Com., 3 mars 2021, n° 19-10.692)
24. « À la recherche de l'introuvable préjudice personnel de l'associé », *D.* 2021, p. 1992 (Cass. 3^{ème} civ., 12 mai 2021, n° 19-13.942)
25. « L'usufruitier n'est pas associé, mais... », *JCP E* 6 janv. 2022, n° 1, 1000 (Avis Ch. Com. 1^{er} déc. 2021, n° 20-15.614) avec le Pr. R. Mortier
26. « Illustration d'un refus d'abus de minorité : l'opposition à la vente d'un bien d'une société en difficulté », *Rev. Sociétés* févr. 2022, p. 81 (Cass. Com., 9 juin 2021, n° 19-17.161)
27. « Éclairages sur la distinction entre faute de gestion et simple négligence (C. com., art. L. 651-2) », *BJS* mars 2022, p. 48, BJS200v6 (CA Angers, 18 janv. 2022, n° 17/02316)
28. « Les enseignements du refus de la qualité d'associé à l'usufruitier de droits sociaux », *D.* 2022, p. 440 (Cass. 3^{ème} Civ., 16 févr. 2022, n° 20-15.164).
29. « Restitution en nature des parts d'une société dissoute », *BJS* juin 2022, p. 46, BJS201c1 (Cass. Com., 21 avr. 2022, n° 20-10.809).
30. « En matière de Rachat-annulation, tous les chemins ne mènent pas à l'abus », *Dr. Fiscal* n° 21, 27 mai 2022, rapport 230 (CADF : avis rendus au cours des séances du 1^{er} et 15 octobre 2021, du 18 novembre 2021 et du 4 février 2022).
31. « Soulte qui peut ! », *Dr. Fiscal* n° 21, 27 mai 2022, rapport 230 (CADF : avis rendus au cours des séances du 1^{er} et 15 octobre 2021, du 18 novembre 2021 et du 4 février 2022).

Colloques et conférences en France ou à l'étranger

1. « La cession de patrimoine », dans le cadre du cycle de conférences des jeunes docteurs, École doctorale SHOS et dirigé par M. le Pr. GOUËZEL, Université Rennes 1, juin 2017.
2. « Le droit selon Edmond-Eugène THALLER », dans le cadre du cycle de conférences « Le droit selon ... », cycle organisé par l'IODE, UMR CNRS n° 6262, et dirigé par M. le Pr. DESGORCES, Université Rennes 1, mars 2018.
3. « L'agrément des associés », dans le cadre du colloque « SAS : perspectives de réforme », sous la direction scientifique des Pr. GODON et MORTIER, Université Rennes 1, nov. 2019.

4. « Les pouvoirs de l'associé unique », dans le cadre du colloque « les structures unipersonnelles », sous la direction scientifique des Pr. Tisseyre, De Bissy et Jullian, Université Toulouse 1 Capitole, mars 2020.
5. « Entreprise et Patrimoine de la femme », colloque international « Femme et patrimoine », organisé par le laboratoire Droit patrimonial de la famille et l'*International Society of Family Law*, avec le soutien de M. le Pr. Fulchiron, Université Lyon 3 et de Mme le Pr. Dieng, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, les 16, 17 et 18 mars 2020 à Dakar.
Sans déplacement sur place en raison du premier confinement – covid 19.
6. « L'abus de doctrine administrative – Analyse de la jurisprudence du Conseil d'État du 28 act. 2020 », Colloque annuel de la FNDP, Fiscalité du patrimoine, janvier 2021.
7. « Devoir de vigilance et sociétés éthiques », Colloque de l'IDETCOM, Université Toulouse 1 Capitole, le 19 novembre 2021, « Vers une autorégulation de l'éthique des activités économiques : entre incitations et contraintes », sous la direction scientifique du Pr. Debat.
8. « Le transfert du patrimoine professionnel », Colloque du centre de droit de l'entreprise, équipe de recherche Louis Josserand, Université Lyon 3, le 26 novembre 2021, « Vers une réforme de l'entreprise individuelle ? », sous la direction de M. Némot-Rajot.
9. « Actualité des pactes Dutreil : les nouveaux commentaires administratifs du 21 décembre 2021 », Colloque annuel de la FNDP, Fiscalité du patrimoine, le 13 janvier 2022.
10. « Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel », Conférences du Centre de droit des affaires, Université Rennes 1, 10 février 2022, sous la direction de R. Mortier.
11. « La vente du patrimoine de l'entrepreneur individuel », Colloque du centre de droit des affaires, Université Toulouse Capitole, le 4 mars 2022, « Le nouveau statut d'entrepreneur individuel », sous la direction de S. Delrieu, E. Cordelier et A. De Bissy.
12. « Le transfert du patrimoine de l'entrepreneur individuel », Colloque de la faculté de droit de Strasbourg, « L'entrepreneur individuel et la loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante », le 10 juin 2022, sous la direction de N. Kilgus et Th. De Raven D'Esclapon.
13. « Le droit des affaires : entre obsolescence et modernité ; l'exemple de l'entrepreneur individuel », Colloque du Master 2 JA CDC, Université de Bourgogne, le 17 juin 2022, sous la direction de J.-Fr. Hamelin.